



LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE AU-DELÀ DE L'ÉCONOMIE

CATHERINE LALUMIÈRE *

Depuis longtemps, la construction européenne, d'abord sous la forme de la Communauté économique européenne, puis, après 1992, sous la forme de l'Union européenne, est présentée comme un grand projet économique avec ses prolongements financiers et monétaires. En 1957, le Traité de Rome donnait le ton. Dans ses premiers articles, il n'était question que d'économie.

Par la suite, mais toujours de manière additionnelle et secondaire, les Traités ultérieurs donnèrent à la Communauté et à l'Union des bases juridiques indispensables pour qu'elles interviennent dans de nouveaux domaines : les questions sociales, l'environnement, la culture, la politique étrangère, la défense, l'espace de liberté, de sécurité et de justice... Mais les activités essentielles sont toujours restées de nature économique, et l'image de l'Union européenne dans les opinions publiques est celle d'une organisation qui s'occupe surtout d'économie, même si la conception réduite d'une simple zone de libre-échange est depuis longtemps dépassée.

Depuis 50 ans, loin de s'atténuer, cette image s'est renforcée. L'Union européenne semble avoir exclusivement des préoccupations matérialistes. Elle s'occupe d'agriculture, de libre circulation des marchandises, des capitaux, plus récemment des services, et des

* Présidente de la Maison de l'Europe de Paris.

Députée européenne (1994-2004), vice-présidente du Parlement européen (2001-2004), secrétaire générale du Conseil de l'Europe (1989-1994), secrétaire d'État, chargée des Affaires européennes (1984-1986), ministre de la Consommation (1981-1984), députée de la Gironde (1981-1989).



hommes, mais en tant que travailleurs ou de personnes à la recherche d'un emploi.

Les conséquences de cette image, en partie fausse et caricaturale, mais cependant très forte, nous les avons vues à l'occasion du référendum du 29 mai 2005. Certes les causes du « non » étaient diverses. Mais l'une de ces causes tenait au fait que de très nombreux électeurs avaient une idée vague et finalement fautive du sens du projet européen. L'auteur de ces lignes a pu l'observer tout au long de la campagne et dans de multiples réunions. Pour beaucoup d'électeurs, la construction européenne leur apparaissait comme une gigantesque opération bureaucratique, montée pour enrichir les uns en abandonnant les autres sans protection et sans ménagement. L'Europe perçue comme le prolongement direct de la « mondialisation », comprise comme un instrument du « libéralisme économique » et au service du « capitalisme triomphant », devenait l'ennemi à combattre de toute urgence et avec la plus extrême vigueur.

Dans ces conditions, il était difficile de susciter l'enthousiasme, et même une simple approbation. Et le « non » l'a emporté.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de discuter ici, sur le fond, une telle vision de l'Europe. À l'évidence, cette vision repose sur beaucoup d'erreurs et parfois sur des mensonges. Mais quels que soient ces erreurs et ces mensonges, ils contribuent à donner une image peu attrayante de la construction européenne.

Or cette désaffection est grave. Elle a conduit à l'échec du référendum et au rejet des réformes indispensables qui se trouvaient dans le projet de Traité ; c'est beaucoup de temps perdu. Mais en outre, elle fragilise en profondeur et au-delà du référendum lui-même, l'ensemble de la construction européenne. Dans les premières années de cette construction, le soutien de quelques convaincus suffisait pour avancer. Au stade de développement auquel l'Union européenne est parvenue, ces petits groupes de convaincus ne suffisent plus pour donner une légitimité suffisante à l'ensemble. Un soutien populaire est devenu indispensable. Même si l'on renonce à utiliser la formule du référendum qui présente évidemment des risques considérables, il demeure que l'Union européenne intervenant désormais dans presque tous les secteurs d'activités, un soutien populaire - au moins tacite - est nécessaire sauf à créer des tensions, des conflits sociaux, voire des conflits politiques paralysants. La légitimité démocratique, ou plus exactement l'insuffisante légitimité démocratique de l'Union européenne est devenue un réel problème que l'on ne peut évacuer d'un revers de main.

Alors que faire ?

La réponse à cette question toute simple oblige à remonter aux origines du processus de la construction européenne.



Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les pères fondateurs ne faisaient pas de l'économie leur premier objectif. Au niveau européen, l'économie, la reconstruction de nos industries, la modernisation de notre agriculture n'apparurent que plus tard avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951), puis surtout, en 1957, avec le Traité de Rome.

Mais, dans les dix premières années qui suivirent la guerre, les motivations étaient différentes. Il s'agissait de construire la paix, et, plus profondément, de construire des barrières contre tous les totalitarismes qui avaient fait tant de mal sur le continent européen. Cette génération d'hommes et de femmes qui comprenait des responsables politiques, mais aussi de nombreux intellectuels, avait observé avec horreur leur Europe engendrer le nazisme, le fascisme, le stalinisme, le franquisme, dans une période courte (entre 1920 et 1940), avec comme conséquences les désastres de la guerre, de la Shoah, et la coupure de l'Europe en deux à Yalta. La barbarie avait envahi cette Europe instruite, cultivée, raffinée qu'ils adoraient.

Pour éviter le retour de telles abominations, la construction européenne leur apparut comme la meilleure solution possible. Mais, tout naturellement, ce projet n'avait de sens que s'il reposait sur des principes et des valeurs bien précis au premier rang desquels le respect des libertés et des droits de la personne. Ce n'est pas un hasard si le premier grand texte européen qui fut adopté au Conseil de l'Europe dès 1950, fut la Convention européenne des droits de l'homme. Aux droits de l'homme proprement dits s'ajoutèrent évidemment d'autres principes : l'état de droit, la démocratie pluraliste, l'esprit de réconciliation, la volonté de vivre ensemble en respectant l'autre, la lutte contre la xénophobie, contre le racisme, contre l'antisémitisme...

À l'époque, le projet européen était clairement un projet culturel fondé sur une philosophie humaniste, un projet de société, et finalement un projet politique au sens le plus noble du mot. Relisons les textes de Denis de Rougemont, d'Altiero Spinelli, de Robert Schuman, d'Edgar Morin et de beaucoup d'autres. Relisons les textes du Congrès de La Haye de 1948.

La tâche entreprise par les pères fondateurs fut très vite un succès. Les pays d'Europe Occidentale regroupés au sein du Conseil de l'Europe, adoptèrent rapidement l'ensemble de ces principes. Les droits de l'homme, la démocratie pluraliste devinrent le ciment de leur réconciliation (pensons à l'amitié franco-allemande), et le critère qui les sépara durablement du bloc communiste dominé par l'URSS.

Mais le succès fut tel que, progressivement, on ne s'occupa plus de



ces questions philosophiques, culturelles et politiques. Elles allaient de soi. On se tourna vers une autre tâche, évidemment très importante : l'économie. Ce fut le Traité de Rome.

Nul ne peut songer à regretter ce Traité. La création d'un grand marché commun, devenu par la suite Marché unique, fut une chance pour les Européens. Grâce à lui l'agriculture fut modernisée, les industries se développèrent, la prospérité augmenta considérablement.

Mais, insidieusement, l'objectif initial de la construction européenne devint plus flou, plus vague, au point de disparaître dans l'esprit des nouvelles générations. Dans les années 1980 déjà, dans les réunions et couloirs de Bruxelles, on ne parlait que de dossiers économiques, jamais des finalités culturelles, philosophiques et politiques. C'est en devenant secrétaire générale du Conseil de l'Europe en 1989 que je découvris le vrai sens du projet européen dont je n'avais nullement pris conscience auparavant. Cette prise de conscience fut alors renforcée par les premiers contacts avec ceux qui étaient en train de réussir leurs révolutions en Europe Centrale. Leurs motivations étaient diverses ; certes elles étaient pour une large part économiques. Mais elles allaient bien au-delà. Voici ce que disait Vaclav Havel devant le Parlement européen en 2000, en exprimant ses « craintes devant le fait que le sens spirituel, historique, politique et civilisationnel de la construction européenne pouvait être dangereusement occulté par des questions d'ordre technique, économique, financier ou administratif, risquant par la suite de troubler complètement le public ». Vaclav Havel voyait juste. Le public, en effet, a perdu le sens du projet européen. Et il faut malheureusement reconnaître que les europhiles, artisans de l'Europe les plus convaincus, ont une vraie responsabilité dans cette dérive car, involontairement sans doute, ils ont donné de l'Europe, au fil du temps, une image de plus en plus matérialiste, finalement froide et sans chaleur humaine.

Au surplus, le choix du libéralisme économique constitue, aux yeux de certains, une circonstance aggravante en donnant l'impression que le but est l'enrichissement des plus forts et des plus habiles. Mais, en vérité, le mal est plus profond. C'est bien le matérialisme lui-même, qu'il soit de droite avec les libéraux ou de gauche avec les anti-libéraux, qui a donné cette image lointaine de la construction européenne, indifférente aux sentiments des gens.

Aujourd'hui, on parle de crise, à tout le moins de malaise dans la construction européenne. Pour sortir de cette ornière, beaucoup de voies sont proposées : reprise des réformes institutionnelles, réalisation de projets concrets tels qu'une politique européenne de l'énergie, développement de l'Europe sociale, meilleure coordination de nos politiques économiques nationales et émergence d'une politique



économique commune, redéfinition de l'Eurogroupe et du partage de ses responsabilités avec la Banque centrale...

Mais on n'insistera jamais assez sur la nécessité de redonner un sens, son véritable sens au projet européen. C'est à cette condition que les opinions publiques sortiront de leur déception et de leur découragement.

Certes, le projet européen ne peut faire l'impasse sur les questions économiques, sur la création de richesses, sur les créations d'emplois. Des efforts énormes doivent être faits dans ces domaines. Mais, aussi indispensable soit-elle, l'économie est un instrument. Ce n'est pas le but ultime. Celui-ci est une conception de la société, de la place de l'homme dans la société avec ses idées, ses croyances, ses peurs, ses espérances. Cela suppose des principes et des valeurs. Cela concerne les Européens eux-mêmes. Mais cela concerne aussi l'action de l'Europe dans le monde, la manière dont on envisage les relations entre États, entre peuples à travers le monde, la manière dont on organise le commerce mondial, les investissements, les mouvements de capitaux, la conception que l'on se fait de la diversité culturelle et du dialogue entre les cultures...

Bref, la construction européenne est un projet formidablement ambitieux, qui a de multiples facettes, mais qui finalement ne peut perdurer que s'il est fidèle à son ambition initiale. Si on le mutile, on décourage tout soutien populaire. Et si manque ce soutien populaire, l'ensemble risque de se déliter.

Bien évidemment, il ne s'agit pas seulement de copier les grandes idées qui animèrent les fondateurs de la construction européenne. Il s'agit, tout en reprenant leur attitude ambitieuse, d'adapter le projet européen au contexte d'aujourd'hui. On pressent tout ce qu'il faut imaginer, creuser, approfondir dans le cadre de la mondialisation, de la nouvelle Europe réunifiée, et d'une société en pleine mutation. La tâche est immense et dans tous les domaines.

Ce projet européen concerne évidemment les affaires intérieures de l'Union, mais aussi les relations extérieures avec le reste du monde.

En ce qui concerne les affaires intérieures, pêle-mêle on voit surgir d'innombrables questions qui font l'actualité d'aujourd'hui et de demain et qui demandent des réponses conformes aux valeurs européennes : on pense aux frontières de l'Union et aux caractéristiques de l'identité ou de la culture européenne, mais on pense aussi à l'éducation et à la formation, aux problèmes de santé et aux problèmes sociaux, au développement durable, à la politique européenne de l'énergie... Bien évidemment, l'inspiration humaniste qui doit sous-tendre ces politiques a besoin d'une économie qui marche. Même si l'économie n'est pas le but ultime du projet européen, elle reste un



instrument indispensable. Il en va de même des institutions. En elles-mêmes, elles ne sont pas un objectif final, mais des institutions efficaces sont un outil dont on ne peut se passer.

En ce qui concerne les affaires extérieures, l'Union a également besoin d'un projet qui définisse sa place et son rôle dans le monde. Le rôle international futur de l'Union pourrait même être dans l'avenir ce qui justifiera le mieux son existence dans l'opinion publique européenne. Depuis plus de dix ans, les enquêtes Eurobaromètres montrent, dans une proportion de 70 % à 80 %, le désir des Européens de voir une présence active de l'Union européenne sur la scène internationale.

Dès maintenant, et cela aurait été confirmé et précisé si avait été adopté le Traité constitutionnel, sont reconnues les cinq branches de cette action internationale : politique étrangère (PESC - Politique étrangère et de sécurité commune), politique européenne de sécurité et de défense, politique de coopération et d'aide au développement, aide humanitaire, sans oublier la politique commerciale internationale. Mais dans ces domaines nous n'en sommes qu'au début alors que l'Europe est pressée d'agir non seulement par les Européens eux-mêmes, mais par les citoyens des pays tiers, conscients que l'Europe construite sur un socle de valeurs humanistes, peut être un facteur d'équilibre, de sagesse et de modération face à des forces menaçantes pour la stabilité du monde : montée des intégrismes religieux, force des nationalismes, tentations d'utiliser la puissance de manière unilatérale...

L'Europe doit avoir un rôle international, original car conforme à ses valeurs, à sa culture et issu de sa très longue histoire. Dans le contexte actuel, ce rôle international est même un devoir, une véritable responsabilité.

Mais évidemment tout ceci nécessite réflexions, discussions et choix politiques au plus haut niveau.

C'est pourquoi on doit encourager les efforts faits ici ou là, notamment en Allemagne aujourd'hui au début de sa présidence de l'Union, pour parler du projet européen et pour redonner « une âme pour l'Europe »¹. Et l'on doit saluer les propos que le président de la Commission, José Manuel Barroso, ne cesse de tenir dans ses discours. Le président Barroso n'est pas seulement un ancien premier ministre, très au fait des questions économiques. Il fut aussi, dans sa jeunesse, collaborateur du Centre européen de la culture créé par Denis de Rougemont. Il est encourageant de voir que, aujourd'hui, des personnalités comme la sienne, comme Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, et d'autres encore, rejoignent des grands européens humanistes tels que Jacques Delors, Richard von Weizsäcker, Bronislaw Geremek, Vaclav Havel, qui, depuis les premières années de leur engagement européen, n'ont cessé de traiter des questions économiques



dans le cadre plus vaste d'un engagement social et philosophique humaniste.

Même aux États-Unis, certains observateurs reconnaissent à l'Europe la capacité et même la responsabilité de proposer un modèle de société inédit et porteur d'espoir. Par exemple, c'est le cas de Jeremy Rifkin dans son récent ouvrage *Le rêve européen ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*.

À l'heure où nous célébrons le cinquantième anniversaire du Traité de Rome et où nous essayons de faire un bilan, il est grand temps de souligner non seulement les aspects positifs, même très positifs de ce texte fondateur, mais aussi les erreurs qui ont été commises moins dans le texte lui-même que pendant les années où il fut mis en œuvre. Ce sont les héritiers qui, petit à petit, ont appliqué le texte de manière froide et sèche, technocratique diront certains. Et le projet européen s'est appauvri au point de perdre sa signification. Il faut aujourd'hui lui redonner sa vitalité et son âme. C'est un beau programme, on en conviendra...

NOTE

1. Ce titre est celui d'un collectif créé il y a quelques mois par des intellectuels et des responsables politiques allemands, et ouvert à de nombreux Européens.

